

## Une étude pointe l'inefficacité du secteur des semences

© 12/03/2015 |  TERRE-NET MÉDIA

**Paris, 12 mars 2015 (AFP) - Manque de choix, paquets trop gros et trop chers, une étude souligne l'inadéquation du secteur des semences aux besoins de l'agriculture en Afrique, en particulier des petits exploitants, qui bride les rendements.**

**La politique semencière du Kenya** est plutôt bien notée mais le pays s'avère incapable « de purger le marché des contrefaçons » et il faut en moyenne trois ans à ce pays et à l'Ouganda pour autoriser une nouvelle variété, contre 17 mois à l'Afrique du Sud, selon l'**Index africain d'accès aux semences** (African Seed Access Index - Tasai), partenariat entre l'Université américaine Cornell et l'association américaine Market Matters.

L'étude a été conduite dans quatre pays (Kenya - Ouganda - Zimbabwe et Afrique du Sud) et se poursuit actuellement jusqu'à couvrir 20 pays du continent d'ici deux ans, indiquent les responsables de Tasai dans un communiqué.

« Nous savons depuis longtemps que la principale raison qui maintient **les rendements en Afrique** loin derrière ceux des autres pays en développement est le manque d'accès des petits paysans aux variétés améliorées des cultures alimentaires de base, comme le maïs, le sorgho et les haricots », indique dans le communiqué Ed Mabaya, directeur adjoint de l'Institut international pour l'alimentation, l'agriculture et le développement de Cornell, également responsable de Tasai.

L'étude se base sur 16 indicateurs qui permettent d'évaluer la compétitivité et la vivacité du secteur : nombre d'agriculteurs-multiplicateurs (souvent très faible), variétés nouvelles autorisées au cours des trois dernières années, nombre de semenciers en activité, délai nécessaire à l'importation de semences des pays voisins, disponibilité en conditionnements de moins de 5 kilos, ou encore le cadre réglementaire.

Ainsi, ces dernières années, l'Afrique du Sud a autorisé 221 **nouvelles variétés de maïs**, le Kenya 35, l'Ouganda 12 et le Zimbabwe 28.

« L'accès des petits exploitants africains à une grande variété de semences est crucial car c'est sur eux que repose la production de nourriture » relève Joe Devries, responsable du programme Semences à l'Alliance for a Green revolution in Africa (Agra). « Et on ne voit pas sans ça comment ils pourront satisfaire les besoins d'une population toujours croissante ».

Surtout, remarque Ed Mabaya à Nairobi, « beaucoup d'argent est injecté dans le secteur agricole en Afrique mais l'information pour orienter ces investissements est souvent parcellaire » et « ignore quels sont les besoins de chaque pays ».